

Que veut la direction du Parti Communiste Français? Réaliser un nouveau Front Populaire. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se référer aux résolutions adoptées lors du dernier Comité Central. M. Thorez y évoque, à plusieurs reprises, le souvenir de 1934. Jacques Duclos y proclame que la constitution d'un large Front Populaire, ouvert à tous les « démocrates » peut précéder et faciliter la réalisation du Front Unique de la classe ouvrière. Mais qu'est-ce que le Front Populaire? L'alliance des partis du prolétariat avec les radicaux, baptisés pour l'occasion représentants des classes moyennes. En 1935, la signature du Pacte de Front Populaire a coïncidé avec une vaste offensive des travailleurs. En 1957, rien de semblable. Pour mobiliser la classe ouvrière, il faudrait ouvrir aux luttes de classes une perspective d'ensemble, au moyen d'un programme d'action précisément élaboré. En fait de programme, le PCF ne formule que quelques propositions, d'ordre si général qu'elles ne peuvent satisfaire que les hommes de « gauche », catégorie dont sont exclus les ouvriers, peu désireux d'une viande si creuse. Aussi, toutes les actions proposées par la direction stalinienne se heurtent-elles à une profonde indifférence des masses. Le Bureau Politique le sait, mais il ne semble guère s'en soucier. A qui donc s'adressent alors ses propositions de constitution d'un « gouvernement de gauche, issu de la majorité du 2 janvier »?

A ceux qui, dans le cadre du Parlement, pourraient éventuellement constituer un gouvernement de ce type: aux socialistes, aux radicaux.

Malheureusement, dans ce domaine aussi, l'orientation du PCF pêche par sa stérilité. Les socialistes sont encore sous l'emprise de Guy Mollet, et les perspectives qu'offrent les communistes à l'opposition sont trop minces pour hâter le déroulement du conflit intérieur de la S.F.I.O. De la Nouvelle Gauche et autres petites organisations, il n'est pas question. Quant aux radicaux, auxquels, selon le C.C. d'Arcueil, il fallait s'adresser, ils ne constituent plus un allié aussi désirable, depuis qu'après le départ de Mendès-France ils sont représentés à la tête du gouvernement par le triste Bourges-Maunoury. Le P.C.F. a cessé de prôner le rapprochement avec la social-démocratie et le soutien du gouvernement dans l'espoir de pouvoir accorder ses suffrages à une formation plus ou moins mendessiste qui profiterait de la crise pour modifier la politique algérienne de la France. La crise est venue, Mendès-France s'est momentanément éclipsé, les schémas savants de M. Thorez se sont effondrés, les masses restent en dehors de l'affaire. Où en est le Front Populaire?

Il demeure toujours à l'état de perspective pour la direction stalinienne. Pour les militants, le Front Populaire c'est avant tout le souvenir vivant des grandes manifestations antifascistes, des grèves sur le tas. C'est cela que veulent renouveler les travailleurs. Pour les dirigeants, le Front Populaire se symbolise surtout par la présence de Daladier, le poing farouchement tendu, aux tribunes du Premier Mai. Et aucun membre de la direction du PCF n'a renoncé à réaliser à nouveau une alliance durable avec les Daladier de 1957 qui expriment tout à la fois le mécontentement de la petite bourgeoisie et les aspirations d'une fraction de la bourgeoisie à une politique dynamique, différente des menées trop connues de la réaction. C'est cet aspect permanent de la politique stalinienne en France que doivent comprendre tous ceux qui veulent voir le mouvement ouvrier sortir de l'inertie.

## Radicalisme et classes moyennes

Dans un pays capitaliste avancé comme la France, il est clair que le prolétariat ne peut songer remporter aucune victoire d'envergure sans s'assurer la sympathie, ou tout au moins la neutralité, des classes moyennes, qui représentent une partie importante de la population. Aussi bien semble-t-il normal de chercher le contact avec le parti radical qui, par sa composition sociale, est un parti petit bourgeois. Il détient un nombre considérable de mairies et de conseils généraux dans les milieux ruraux. Paysans, petits commerçants, industriels moyens représentent plus de 40 % de son électoral. Ses cadres se recrutent à plus de 60 % parmi les professions libérales et les fonctionnaires. Quant à son idéologie, elle est on ne peut plus démocratique: attachement à la forme républicaine, défense de la laïcité, quelques brins d'antimilitarisme dans certains cas. Ces faits indiscutables sont complaisamment soulignés par les dirigeants du PCF; ainsi Fajon, dans un récent éditorial de l'« Humanité », rappelait-il aux militants communistes l'existence des « masses radicales ».

Un tel énoncé convaincrait les plus incrédules s'il permettait d'établir en même temps l'existence d'un parti radical, exclusivement représentatif des classes moyennes. Malheureusement, il n'y a guère de militants et de structure organisationnelle dans le parti radical. Et à la direction il n'y a

# S'allier à Mendès - ce n'est pas s'allier aux classes

pas un, mais plusieurs radicalismes. Sauf dans la région parisienne, et dans quelques grandes villes de province, on chercherait en vain des cercles de base du Parti Radical. La force du radicalisme réside dans les Comités électoraux, dans lesquels se réunissent autour des élus locaux ou nationaux tous les « républicains » à la recherche d'avantages divers. Dans son département, Queuille bénéficie d'une solide popularité, due non bien sûr à son intelligence politique, mais aux travaux publics qu'ont obtenus ses relations parlementaires. On arrive ainsi à ce paradoxe, constaté par plusieurs sociologues: les Fédérations qui, lors des Congrès, ont pris le plus de cartes sont en général celles qui ont le moins de militants actifs. Cette carence est, il est vrai, compensée par une large influence financière et électorale. La clé de voûte de la « forteresse » radicale du Sud-Ouest, c'est le grand quotidien régional « La Dépêche de Toulouse » que dirige à l'heure actuelle Baylet, un des hommes les plus puissants du radicalisme.

Rien d'étonnant, dans de semblables conditions, qu'aux Congrès, les « masses radicales » gardent le silence. Lors du Congrès extraordinaire qui a précédé le départ de Mendès-France, la résolution finale a été élaborée en Commission et votée contre le vœu des seuls représentants d'une véritable base, les jacobins à la Hernu et Hovnanian. Bien plus, cette motion n'a jamais revêtu aucun caractère d'obligation pour les élus, libres de n'en tenir aucun compte — ce qu'ils n'ont pas manqué de faire à la première occasion. Dans le même ordre d'idées, il n'est pas inopportun de rappeler que Mendès-France n'est parvenu à la vice-présidence du Parti qu'au prix de manœuvres sans grandeur (que l'on se rappelle le nombre impressionnant de fausses cartes et de sifflets à roulettes qui dominèrent les débats du Congrès de Wagram, en 1955) qui lui permirent le succès à cause de l'appui qu'il reçut alors des Fédérations du Sud-Ouest.

Tous ces détails n'ont d'intérêt véritable que pour les humoristes. Ils permettent cependant de mettre crûment en lumière l'absence totale de vie démocratique du parti radical. Les dirigeants du radicalisme ont besoin des voix de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, car c'est en elle que réside leur force. Aussi multiplient-ils les efforts pour drainer ses votes, réservant aux amateurs d'idéologie et d'organisation les joies de la franc-maçonnerie, qu'ils contrôlent largement. Mais de l'avis des électeurs, ils n'ont aucun souci. N'oublions pas que le parti radical est un « parti de gestion », ce qui veut dire qu'il est, par nature, destiné à être au gouvernement, à n'importe quel prix et dans n'importe quelle circonstance. Différentes tendances se disputent la bannière maculée du radicalisme: de la droite ouvertement réactionnaire qu'incarne J.-P. David ou Bourges-Maunoury au centre traditionnaliste que représente Daladier, toutes ont montré, à maintes reprises, qu'elles n'avaient pour objectif que la défense des intérêts du grand capital, auxquelles elles sont intimement liées. R. Mayer-Rothschild, Borgeaud d'Algérie sont, parmi tant d'autres, les fleurons du radicalisme et de quelques trusts importants. Ils ont montré sans vergogne, à propos de la laïcité et de bien d'autres questions, qu'ils ne faisaient aucun cas des désirs de leurs mandants.

Cette analyse, entièrement valable pour tous les courants du radicalisme semble ne pas s'appliquer à Mendès-France. L'ancien vice-président représente indéniablement un mouvement réel de la petite bourgeoisie vers un renouvellement de la politique française. Il bénéficie d'un réel soutien dans les cercles actifs de la base du parti radical qu'il a cherché à réorganiser sérieusement. Il propose des solutions nouvelles. Est-il pour autant le représentant d'une politique indépendante de la petite bourgeoisie, avec lequel la classe ouvrière peut faire un bout de chemin? Absolument pas; et la seule remarque que l'on puisse faire à son sujet est qu'il a renouvelé les données du problème posé aux partis ouvriers. La question qui se pose est la suivante: faut-il envisager une alliance avec Mendès-France pour dénouer temporairement la crise française et permettre ainsi au prolétariat de passer à une autre étape, à une offensive sur ses objectifs propres? En dehors de Pierre Mendès-France, il n'est pas possible d'envisager l'alliance des classes moyennes et de la classe ouvrière à moins d'un ralliement de la petite bourgeoisie au front

unique prolétarien, dans le cadre d'actions anti-capitalistes impulsées et dirigées par les travailleurs. Une alliance à long terme avec les responsables radicaux hostiles au mendessisme équivaldrait à une alliance avec les hommes politiques du grand capital, responsables de l'actuelle politique gouvernementale.

Mais que penser de Mendès-France?

## Origines et objectifs du mendessisme

Le mendessisme est né, en tant que courant de masse, en 1954. Avec Dien-Bien-Phu, une étape de la politique bourgeoise de la France était close. Il fallait liquider la guerre d'Indochine et, par des concessions, endiguer le flot des revendications nationales des peuples opprimés. Pierre Mendès-France l'a fait à Genève, puis à Tunis. A-t-il trahi les intérêts de la bourgeoisie en agissant ainsi? Il est malaisé de l'affirmer quand on songe que c'est la majorité du Parlement et les milieux d'affaires qui ont soutenu ses efforts; ses plus énergiques détracteurs ont appliqué, après sa chute, une politique libérale du même ordre à l'égard du Maroc. Pour l'Algérie, Mendès-France n'a pas proposé de solution bien claire. Mais « l'Express », qui le soutient avec acharnement, a accordé la plus large place à la propagande qui se fait autour du nom de De Gaulle. Cela pousse à croire que, là encore, le leader radical accepte l'idée de concessions nécessaires au mouvement national algérien, à condition que la paix rétablie au Maghreb permette au capitalisme français d'asseoir sur une base solide son exploitation du Sahara et de l'Afrique Noire.

Sur le plan économique, Pierre Mendès-France a parlé beaucoup et souvent de ses visées: améliorer la productivité, rénover le circuit commercial, réorganiser et harmoniser la

Vient de paraître:

## LES BOLCHEVIKS contre STALINE

(La lutte des compagnons de Lenine  
contre le stalinisme naissant en URSS)

Ce livre contient trois documents introuvables à présent:

Cours Nouveau (Léon Trotsky, 1923)

La Plateforme de l'Opposition de Gauche (Trotsky-Zinoviev, 1927)

Les « dangers professionnels » du pouvoir (Ch. Rakovsky, 1928)

Le volume: 400 frs

En vente à « Quatrième Internationale »

CCP P. Frank, 12648-46 Paris

64, Rue Richelieu